avant tout frapper le coupable, se venger pour ainsi dire de l'affront qui lui avait été infligé. Des idées plus humanitaires doivent honorer le système pénal moderne. Le rôle de la société doit consister aujourd'hui à amender le coupable, à lui faire retrouver le chemin du bien, à refaire de lui un être utile.

« La conséquence inévitable de ce nouveau système pénitentiaire c'est l'obligation pour la société de s'occuper du libéré afin de lui éviter des rechutes. Cette obligation est remplie par « l'oeuvre du patronage ».

Pour Auguste Ulveling ce patronage ne doit pas être confondu avec bienfaisance.

Le patronage tend au relèvement moral des condamnés libérés, la bienfaisance a plutôt pour objet l'assistance physique, le secours matériel des pauvres.

Le patronage doit guider le condamné dans ses premiers pas qu'il fera à la sortie de la prison, le soutenir quand il chancelle, l'encourager quand il désespère, lui montrer le droit chemin, veiller à ce qu'il ne le quitte pas, l'y ramener quand il s'en écarte, lui faire oublier son passé, le reclasser, le réconcilier avec sa famille et avant tout lui chercher du travail.

Selon Auguste Ulveling tout patronage bien conçu devra déjà être préparé avant la libération. Le traitement à appliquer au libéré dépend avant tout de sa personne, et peut être différent suivant le caractère, l'âge, le sexe, les antécédents du libéré, suivant son aptitude pour tel ou tel genre de travail. Il faudra donc pouvoir s'occuper du détenu dès son entrée en prison ; ce n'est que par une longue et patiente observation qu'on pourra apprendre à connaître les aptitudes, le caractère, les qualités physiques, morales et intellectuelles de l'individu à patronner et qu'on pourra le diriger vers l'occupation qui semble convenir le mieux.

Au moment de la libération du détenu, d'autres problèmes se posent au comité de patronage.

A-t-on trouvé déjà une place pour le détenu libéré ? Si non, ne faut-il pas envisager la création de refuges ou d'asiles qui auraient pour but de recueillir provisoirement les détenus ?

Faut-il prévoir des secours en argent, la remise de bons pour nourriture, pour vêtements, pour outils ?

Que peut-on faire contre les inscriptions au casier judiciaire qui fermeront d'emblée la porte à laquelle frappera le libéré pour avoir du travail ?

Faut-il maintenir la surveillance spéciale de la police, si oui, comment doit-elle être organisée ?

Toutes ces questions font l'objet d'études assidues et continuelles de la part d'Auguste Ulveling.